

## COMPARER LES DYNAMIQUES IDENTITAIRES AVEC JUAN LINZ : LES CAS DE L'ESPAGNE ET DE LA FRANCE

Hubert Peres, Mohammad-Saïd Darviche  
(CEPEL/Université de Montpellier I)

Il n'existe pas d'analyse systématique et comparative des dynamiques identitaires dans l'œuvre de Juan Linz, mais plutôt un faisceau de remarques ponctuelles et d'observations réitérées dans lesquelles on retrouve plusieurs traits, caractéristiques d'une démarche wébérienne, qui tranchent avec une grande partie, sinon la plus grande partie, de la littérature habituelle sur l'identité nationale : l'intérêt simultané pour les processus de construction historique et la fluidité des phénomènes étudiés ; l'articulation entre le poids de la longue durée et l'impact d'évènements situés dans des séquences temporelles plus courtes ; l'attention conjointe aux canevas macroscopiques et aux comportements ou attitudes microscopiques des acteurs ; la recherche scrupuleuse des données empiriques ; le souci, enfin, de lier curiosité savante et engagement intellectuel sur les enjeux pratiques de la politique [Darviche, 2006].

C'est au travers du cas particulier de l'Espagne, et sous l'emprise de sa réflexion sur les régimes politiques, que Juan Linz a abordé ces questions. Rejetant le postulat dit « primordialiste » selon lequel les revendications nationalistes ne seraient que la traduction politique d'identités collectives pré-existantes, son approche rejoint celles qu'Anthony Smith classe, pour les récuser, sous les étiquettes du « modernisme » [1998], puis du « constructionnisme social » [2000]<sup>1</sup>. Mais, contrairement à la critique que Smith croit pouvoir adresser aux travaux qu'il range sous cette bannière, Linz ne fait nullement preuve « d'élitisme », au sens où il ne s'intéresserait qu'aux stratégies et aux choix des élites sociales et politiques au détriment des idées et sentiments « populaires ». Au contraire, en analysant avec un souci perfectionniste les données d'enquêtes par sondage auprès des populations concernées, il est conduit à insister de manière répétitive sur la complexité des identifications individuelles ; complexité fort éloignée du manichéisme des idéologies nationalistes, qui est au cœur des dynamiques conjointes, mais distinctes, de la construction étatique et de la construction nationale [Linz, 1997 (a)].

Il y a en effet chez Linz deux fondements essentiels à l'idée que la solution de la *Nation État* (*State Nation*) est dans bien des cas plus réaliste, tant sur le plan analytique que sur le plan normatif, que celle de l'*État Nation* (*Nation State*): d'une part il n'est plus imaginable, et en tout cas incompatible avec la conception dominante de l'ordre démocratique, d'employer les moyens peu ou prou coercitifs utilisés en leur temps par les gouvernants pour créer des *États Nations* en homogénéisant culturellement les populations et en imposant des identités nationales incontestées; d'autre part, les entreprises nationalistes (qu'elles promeuvent ou qu'elles contestent l'existence d'une communauté nationale englobante) font appel à une conception exclusive de l'appartenance, alors même que l'on peut empiriquement repérer dans bien des situations une appétence des individus pour les identifications multiples. Ces deux dimensions constituent des généralisations d'observations à partir du cas espagnol que Linz compare à d'autres situations étatiques.

La France occupe dans ce panorama une position particulière. En effet, le terme de *State Nation* a été introduit afin de repérer les États démocratiques qui ne correspondent pas, et ne peuvent pas correspondre, au modèle classique d'État Nation dans le style français, fondé sur

---

<sup>1</sup> Pour une lecture française critique de l'œuvre d'Anthony Smith, cf. Darviche [2000].

un « sentiment du nous » constaté ou fabriqué [Linz, Stepan, Yadav, 2004, p. 8]<sup>2</sup>. Comme beaucoup d'autres chercheurs, Linz institue la France en modèle d'État Nation dont la réalisation fut le résultat d'un dessein étatique délibéré, opiniâtre et contraignante, et dont « l'incroyable réussite (...) contraste avec celle plus relative de l'État libéral et centraliste espagnol du XIX<sup>e</sup> siècle ». [Linz, 1997 (a), p. 19]. Dès lors, l'État français échappe aux défis des « nationalismes périphériques » auxquels son homologue espagnol est confronté. Tout se passe comme si la question identitaire qui préoccupe Juan Linz, celle de l'appartenance dans des contextes multinationaux, l'éloigne de la France, pays dans lequel la notion d'*identité duale*, si décisive pour comprendre la situation espagnole, n'aurait implicitement guère de pertinence. Toutefois, l'exemple français redevient central lorsqu'il s'agit d'analyser les ressorts de l'identité basque. A plusieurs reprises, Juan Linz est revenu sur la confrontation des conceptions de l'appartenance basque de part et d'autre de la frontière franco-espagnole. Et cette confrontation constitue un atout important dans sa réfutation des présupposés primordialistes.

Réussite éclatante ou imparfaite de la construction nationale par les États ; identité *duale* contre identité « mononationale » ; paradoxes de la définition « primordialiste » de l'identité : ces trois temps de la comparaison explicite ou implicite entre les cas français et espagnol constituent aussi les étapes logiques de l'indispensable contribution de Juan Linz à la compréhension des dynamiques identitaires.

## Bref retour sur de longues histoires : les processus de construction stato-nationale au-delà du volontarisme étatique

L'idée que le processus de construction nationale en France fut une réussite d'autant plus remarquable qu'elle contraste avec l'échec, ou le semi échec, de processus similaires dans d'autres États européens, est aussi répandue qu'incontestable dans ses grandes lignes. Au regard du cas français, l'Espagne apparaît comme un *État Nation* inabouti, en dépit de la réunion précoce des conditions d'une identité *espagnole* qui remonte, selon Guy Hermet [1996] à la Reconquista. Au XIX<sup>e</sup> siècle, explique José Álvarez Junco dans un ouvrage unique en son genre<sup>3</sup>, les élites conservatrices espagnoles ont longtemps cultivé ce sentiment en évitant, par obsession religieuse, sa conversion en « nationalisme », et les élites libérales étaient peut-être si convaincues de la force d'un « patriotisme ethnique » aux racines anciennes qu'elles ne prirent pas la peine de chercher à répandre le sentiment national parmi le peuple [2001a], quand leur faiblesse politique et le manque de ressources rendaient de toute façon cette tâche très ardue. Ce ne fut pas le cas en France, où le développement d'un tel sentiment s'élucide essentiellement, sous la plume de Juan Linz comme chez beaucoup d'autres, par les efforts prémédités et couronnés de succès de l'État français. En se référant à ce qu'il appelle « l'exceptionnelle monographie d'Eugen Weber, *La fin des terroirs* », Linz reprend également l'idée que la Troisième République aurait joué un rôle décisif grâce (ou à cause de) la radicalité, impossible à imiter aujourd'hui dans un cadre démocratique, d'une politique « éducative et culturelle » uniformisatrice [1997a, p. 19].

---

<sup>2</sup> Littéralement : « .. "state nation" is a term introduced to distinguish democratic states that do not, and cannot, fit well into the classic French style "nation state" model based on a "we feeling" resulting from an existing or forged homogeneity »

<sup>3</sup> Après celui d'Inman Fox [1997], qui se concentre sur l'historiographie nationaliste, le très beau livre de José Álvarez Junco paru en 2001, *Mater Dolorosa*, participe heureusement à combler un vide. Car si les nationalismes dits « périphériques », et les revendications identitaires correspondantes, ont suscité une littérature foisonnante, l'histoire des représentations de l'identité de l'Espagne et l'émergence du nationalisme « espagnol » ont été comparativement délaissés.

Il est indéniable que l'action nationalisatrice de l'État espagnol a été à la fois bien timide et très tardive si on la juge à l'aune de celle de son homologue français. L'Espagne du XIX<sup>e</sup> manqua à la fois d'un drapeau accepté par tous, d'un hymne, d'une fête nationale et de monuments patriotiques [Álvarez Junco, 2001b, pp. 42-45] ; le taux d'analphabétisme oscille entre 75 et 80% en 1876 ; le service militaire universel n'est instauré qu'en 1911 [Fox, pp. 55-56]. Même si, après le traumatisme de 1898 (la perte de Cuba, de Porto Rico et des Philippines) un véritable programme de « nationalisation des masses » a vu le jour [Álvarez Junco, 2001 (a), pp. 589-593], il est resté très en retrait de l'entreprise correspondante sous la III<sup>ème</sup> République française. Par exemple, en 1911, la dépense scolaire par élève dans le cycle primaire représente le quart de son équivalent en France, et la tentative réitérée de créer un livre de lecture comparable au Tour de la France par deux enfants avorte définitivement dans les années vingt [Boyd, 2000, pp. 56-61].

Cependant, la lecture d'Eugen Weber que Juan Linz nous propose est trop restrictive. *La fin des terroirs* [Weber, 1983] situe bien la période décisive de formation de l'identité nationale dans les premières décennies de la Troisième République<sup>4</sup>, mais l'apport essentiel de Weber réside dans sa mise en évidence d'une combinaison de changements se renforçant les uns les autres et contribuant *ensemble*, de façon cumulative et interdépendante, à élargir l'horizon mental des individus. Par exemple, Eugen Weber soutient que l'action de l'école n'aurait pu être efficace sans que l'utilité de l'enseignement fût avérée par la création d'un véritable marché agricole et l'accélération des migrations internes, changements eux-mêmes dépendants de la création d'un réseau routier et ferroviaire quadrillant le territoire, et de l'institution du service militaire obligatoire. En ce sens, Weber nous aide à penser la nationalisation de l'identité en France non pas comme la simple conséquence de procédés d'inculcation plus ou moins autoritaires, mais comme une conjonction d'actions publiques et de transformations socio-économiques qui a modifié l'expérience spatio-temporelle de la grande masse de la population rurale.

Compte tenu de la pénurie apparente des sources espagnoles, il est malheureusement difficile de procéder à une comparaison serrée entre les deux pays en suivant les requêtes d'une sociologie de la connaissance cherchant à reconstituer la manière dont les individus s'inscrivent et modifient leur inscription dans l'espace et le temps [Peres, 2001]. Les phénomènes macroscopiques conditionnant les usages culturels et l'horizon mental des individus et contribuant à rendre probablement plus abstraite qu'en France l'appartenance à une « communauté imaginée » [Anderson, 1983]<sup>5</sup> dans les frontières de l'État espagnol sont toutefois bien connus dans leurs grandes lignes. Confrontée à la Troisième République française, l'Espagne se caractérise par l'absence d'un effort sérieux de nationalisation des esprits au travers de la scolarisation et de la conscription. Mais aussi par la faiblesse relative du développement des voies de communication et des opportunités économiques et migratoires à l'échelle d'un territoire étatique dont le rayonnement culturel de sa capitale, s'épuisait, selon la formule d'Ortega y Gasset « à six kilomètres » de Madrid [Fusi, 2000, pp. 170-173]. En suivant la piste sur laquelle nous invite Eugen Weber, c'est sur la cumulativité de l'action volontariste de l'État et de la modernisation économique, culturelle et sociale, qu'il faudrait mettre l'accent, plutôt que sur la fougue ou tiédeur nationalisatrice des élites étatiques considérée isolément.

D'autre part, l'insistance de l'auteur *La fin des terroirs* sur l'homogénéisation culturelle de la population rurale française par le jeu combiné de ces différents facteurs, dont certains seulement relèvent d'une « préméditation », occulte une autre dimension historiquement

---

<sup>4</sup> Ce qui a soulevé la critique de plusieurs historiens français considérant que cette périodisation est trop tardive.

<sup>5</sup> « Imaginée » plutôt qu'« imaginaire », comme le prétend le titre inapproprié (« L'imaginaire national ») choisi pour la traduction française de ce grand classique de la littérature sur le phénomène national.

centrale du processus de nationalisation identitaire, principalement sous la Troisième République. La nationalisation des esprits visée par les appareils étatiques de contrôle du territoire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle doit aussi beaucoup aux conséquences identitaires, et largement involontaires, de leur localisation spatiale. L'école, la poste, le recrutement militaire, la mairie et les bureaux de vote : toutes ces institutions incarnées dans des lieux de rencontre ont aussi bouleversé la vie quotidienne de millions d'individus en pénétrant au coeur du monde dans les limites duquel s'épuisait autrefois leur horizon identitaire. Le terrain privilégié de cette pénétration fut la commune républicaine, qui implanta *l'État Nation* au village. De là est née une expérience identitaire qui transformait l'espace villageois en microcosme de l'espace national et, de l'autre, raffermissait les interactions sociales et politiques à l'intérieur des communautés villageoises. En privilégiant le niveau communal, largement hérité d'un découpage paroissial très ancien, comme place forte de la territorialisation de l'État, la Troisième République réédita et multiplia ce que l'Église avait auparavant accompli au moyen des églises et des curés : la connexion entre une petite communauté d'interconnaissance et une grande communauté imaginée [Peres, 1994]. Par ailleurs, comme l'a minutieusement montré Jean-François Chanet [1996], le contenu même de l'enseignement et des pratiques scolaires contribuait bien moins au déracinement qu'à l'inclusion des « petites patries » dans la nation républicaine. L'ensemble de ces conditions entremêlées étant évidemment beaucoup plus difficile à réunir que le seul volontarisme étatique, on aurait alors tendance à conférer au cas français bien plus le statut d'une *exception historique* que d'un *modèle* plus ou moins bien suivi, ce qui relativise d'autant « l'échec » de l'État espagnol en matière de construction nationale.

Cette comparaison gagnerait en valeur démonstrative si l'on pouvait suivre les transformations de l'identité chez des populations culturellement semblables mais séparées au XVII<sup>e</sup> par la frontière étatique, puisque la France et l'Espagne sont des États voisins. Hélas, ces laboratoires comparatifs potentiels ont été jusque-là, c'est un euphémisme, fort peu mis à contribution. De ce désert émerge pourtant le précieux travail de Peter Sahlins [1996] sur la Cerdagne divisée entre les États français et espagnols en 1659. Sahlins montre comment, dès cette époque, et bien avant les efforts étatiques d'unification culturelle, de part et d'autre de la frontière, les communautés villageoises se forment des identités nationales antithétiques, sans abandonner leur sentiment d'une appartenance fortement territorialisée, en utilisant la frontière au mieux de leurs besoins et de leurs objectifs pragmatiques. Dans ces histoires identitaires parallèles et concurrentielles, ce n'est pas la réussite ou l'échec de l'homogénéisation culturelle qui va d'abord créer une différenciation de l'intensité des sentiments nationaux. C'est encore la dynamique prosaïque du paradigme de l'intérêt. « L'utilisation à des fins pratiques de l'identité nationale est un usage très ancien dans le pays frontalier : en poursuivant leurs objectifs locaux, les habitants se rapprochent de la nationalité qui convient le mieux à leurs intérêts. Ce faisant, ils nationalisent aussi bien leurs intérêts politiques ou économique que leurs identités locales. Mais, tandis que sous l'Ancien Régime, les citoyennetés française et espagnole présentent chacune des avantages au gré des conjonctures, la citoyenneté française s'avérera plus rentable à partir de la Révolution » [Sahlins, 1996, p. 307]. D'où le faible attrait, côté français, pour le nationalisme catalan que Peter Sahlins illustre par ce propos d'un paysan au début des années 1930 : « Ah ! vous êtes bien heureux quand même ! Vous pouvez être catalanistes ! Tandis que nous ne le pouvons pas. Nous voulons une route ? On nous la fait. Nous demandons le télégraphe ? On nous l'installe. Une école ? On nous la donne. Nous ne pouvons être mécontents du gouvernement de Paris. Heureux vous qui pouvez être catalanistes ! » [idem].

Plus que l'accent réducteur mis sur la politique culturelle de l'État français, la contribution de Juan Linz à la compréhension de l'histoire passée des dynamiques de l'identité nationale ressort en réalité bien davantage d'un détour par le présent. Elle réside dans l'attention qu'il

accorde aux conditions de la politique démocratique lorsqu'il analyse, en compagnie d'Alfred Stepan, les conséquences identitaires des séquences électorales dans quelques situations transitionnelles [Linz, Stepan, 1992]. En effet, l'ordre de succession temporelle des élections distingue nettement la transition espagnole d'un côté, et les transitions « soviétique » et yougoslave de l'autre. Dans le cas de la transition espagnole, les premières élections de type démocratique se déroulèrent à l'échelle nationale. Elles incitèrent à l'affirmation de partis nationaux et d'un agenda politique national. Elles facilitèrent, ajoutent Linz et Stepan, la légitimation de l'État et de ses institutions parlementaires et, surtout, la formation d'une identité collective transcendant les particularismes territoriaux. Au contraire, les premières élections véritablement compétitives organisées en URSS et en Yougoslavie le furent au niveau des entités infra-étatiques, incitant à l'apparition de partis nationalistes et de propagandes ethniques tout en affaiblissant la légitimité des gouvernements centraux. Cette séquence électorale inversée par rapport à l'Espagne aurait ainsi contribué à la désintégration des deux États concernés. Or, le principe de cette analyse, qui place non plus *l'État*, mais le *politique* en tant que tel, au centre des processus identitaires, est bel et bien susceptible d'éclairer a posteriori l'histoire des constructions stato-nationales.

La création d'une scène politique démocratique joue historiquement un rôle identitaire essentiel dans la mesure où elle transforme l'État en communauté politique dont l'avenir commun est censé s'élaborer au travers de conflits dont les protagonistes reconnaissent que leur sort est lié et légitiment leurs prises de position par référence à des événements et des personnages historiques qui ancrent la communauté dans le passé. L'un des traits les plus saillants des différences de trajectoires entre la France et de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle concerne précisément le mode d'institutionnalisation d'une scène politique compétitive imposant des enjeux et des intérêts communs aux populations dispersées sur le territoire étatique [Peres, 2005]. La Révolution française, d'un côté, la « révolution libérale » de la Constitution de Cadix (1812), de l'autre, ont constitué deux moments fondateurs posant les bases d'un tel processus en France et en Espagne. Mais le développement d'une scène politique communalisante (au sens wébérien du terme) a rencontré beaucoup plus d'obstacles en Espagne. Pour au moins deux raisons majeures. D'une part, parce que le droit de suffrage est durablement resté plus étroit qu'en France et que la compétition politique est demeurée longtemps factice, amoindrissant la participation de la grande masse des habitants à une communalisation de type démocratique<sup>6</sup>. D'autre part, parce que la domination conservatrice a imposé un nationalisme d'essence religieuse tourné vers le passé, donnant du destin de l'Espagne une image sombre : celle d'une nation éplorée sous les traits de la *Mater dolorosa*, figure familière de l'imaginaire catholique depuis le XVI<sup>e</sup> siècle [Álvarez Junco, 2001(a)]. Ce nationalisme conservateur, pessimiste et plaintif, a poussé une partie importante des élites catalanes, dont on peut inférer de ce qu'a montré Juan Linz pour le XX<sup>e</sup> siècle [1966] qu'elles étaient par ailleurs sous-représentées dans l'appareil de l'État et fort peu mobiles géographiquement, à adhérer à un projet national et une identité politique alternatifs [Riquer i Permanyer, 2000]. Pour reprendre les formules de Jordi Solé Tura, si le nationalisme catalan est né d'une « proposition de réforme de l'État libéral, le nationalisme basque a surgi d'une « proposition de refus total du même État libéral » [1985, p. 38]. Dès lors, les limites et les avancées de la démocratisation et du libéralisme politique auraient oeuvré de concert en faveur de l'apparition, dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, des nationalismes « périphériques » contestant l'existence d'une communauté nationale unique incarnée par l'État espagnol.

---

<sup>6</sup> Il est préférable de parler de « restriction » que « d'empêchement » si l'on se réfère aux observations faites par Manuel Martí et Ferran Archilés [1999]. Ces deux auteurs estiment que, dans le cas valencien, le processus de politisation populaire était bien plus avancé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'on ne l'admet généralement.

La comparaison, malheureusement exceptionnelle, des histoires de deux populations culturellement et religieusement très proches de chaque côté de la frontière franco-espagnole permet de mesurer l'ampleur du fossé créé par la différenciation du rapport à la politique nationale. Xabier Itcaina a très bien décrit comment, « côté français, comme côté espagnol, le facteur religieux constitua l'un des organisateurs majeurs de la compétition politique » [Itcaina, 2000, p. 156]. Cependant, au Pays Basque français, l'action quotidienne du clergé contribua à l'intégration nationale par le biais d'une promotion de la politique électorale dès la II<sup>ème</sup> République, sous la forme d'un vote de type « communautaire » plutôt que « citoyen ». En conséquence, le « prêtre, détenteur du discours légitime sur l'identité, prêchait en faveur de l'intégration nationale, ne serait-ce que pour mieux combattre de l'intérieur un État supposé anti-clérical » [ibid., p. 157]. Au sud, pour un grand nombre de raisons cumulées, le combat anti-libéral du clergé de base s'amarra à la contestation carliste, au *fuérisme*, et, plus tard, pour une fraction, au nationalisme naissant, sans instituer, bien au contraire, la scène politique madrilène en lieu de règlement du différend idéologique avec les libéraux espagnols par l'intermédiaire du bulletin de vote. La figure étrangement ambivalente de l'anticlérical Augustin Chaho, journaliste, élu municipal de Bayonne en 1848, échouant de peu à l'élection législative de 1849, témoigne elle aussi à sa façon de l'entrecroisement des parcours politiques et identitaires. Chaho, que certains érigent aujourd'hui en ancêtre du nationalisme basque, fut républicain au nord, en privilégiant son idéologie progressiste, mais pro-carliste au sud, en faisant campagne pour les libertés basques des *fueros* contre l'État espagnol [ibid., pp. 134-136].

Paradoxe, près d'un siècle plus tard, la transition démocratique en Espagne va déboucher à la fois sur la création d'une scène politique et d'un espace public au sein desquels la plupart des acteurs peuvent se reconnaître mutuellement membres d'une même communauté politique, et sur la reconnaissance de la légitimité des revendications identitaires particularistes qui trouvent un débouché politique sous les auspices de la formule autonome. Formule de compromis qui ne pouvait satisfaire complètement les logiques d'affrontement nationalistes, mais qui encouragea des élites « régionales » à revendiquer les mêmes prérogatives [Genieys, 1997] au nom de différenciations territoriales et/ou historiques et culturelles énoncées au prix de quelques acrobaties intellectuelles<sup>7</sup> quoique ne supposant pas d'incompatibilité identitaire avec l'appartenance espagnole. Historiquement, les principaux acteurs de la démocratisation de l'Espagne après 1975 ont cherché, moins de façon planifiée que comme une quête de solution pragmatique à des conflits hypothéquant le processus de transition, à réinventer une identité nationale qui, pour rompre avec le franquisme, ne pouvait plus réprimer l'expression des particularismes. Ces bricolages sur fond de rapports de force incertains ont abouti à emboîter les espaces politiques dans lesquels les citoyens sont censés se reconnaître. Face au gouvernement central, « les gouvernements autonomes espagnols constituent véritablement des gouvernements intermédiaires, des mésogouvernements, dont l'activité est orientée vers la satisfaction des intérêts et des identités sociales de groupes sub-nationaux qu'ils représentent » [Pasquier, 2004, p.208]. La différence abyssale entre ce processus autonome et celui de la décentralisation hexagonale<sup>8</sup> achève la prise de distance de l'État espagnol par

---

<sup>7</sup> Par exemple, en Andalousie, on ira chercher sa différence du côté de l'héritage d'Al-Andalus, la longue période de domination musulmane qui s'achève définitivement en 1492, et d'une originalité linguistique de basse intensité (le « parler » andalou). A Valence, il faudra faire du « valencien », qui appartient à la famille linguistique catalane, une langue à part entière, fièrement distinguée du catalan.

<sup>8</sup> L'*État des Autonomies* n'a qu'une ressemblance superficielle avec la régionalisation à la française. Les dix-sept communautés autonomes contribuent aujourd'hui davantage à la dépense publique et emploient un plus grand nombre de fonctionnaires que le gouvernement central. Le budget de la Communauté de *Castilla y León* est dix fois supérieur à celui du *Languedoc-Roussillon*, région française de taille démographique comparable. Certaines Communautés Autonomes disposent de leurs propres forces de police. Elles sont dotées d'une véritable capacité

rapport au « modèle français ». Le volet identitaire de cette distanciation est fondamental. La démocratisation de l'État espagnol a inventé une voie de « recomposition de la forme nationale de l'identité collective » [Darviche, 2005, p. 185]. Ce n'est plus un *État Nation* inachevé mais un État d'un nouveau genre, auquel Linz et Stepan ont donné le nom de *State Nation*, et dont le pluralisme identitaire politiquement proclamé trouve un écho et un soutien dans les identifications individuelles mesurées par les sondages.

## L'identité mesurée par les sondages et la complexité des identifications individuelles: le grand écart entre l'Espagne et la France

C'est en ayant en tête les contestations basque et catalane que, peu de temps avant la mort de Franco, Juan Linz résumait les relations entre État et appartenance nationale en Espagne dans un contexte d'affrontement (meurtrier au Pays Basque) entre un régime autoritaire, centralisateur, et réprimant l'expression des particularismes culturels d'un côté, et les mobilisations des « nationalismes périphériques » de l'autre. « *L'Espagne – écrivait-il – est aujourd'hui un État pour tous les Espagnols, un État-nation pour une grande part de la population, et seulement un État mais pas une nation pour d'importantes minorités* » [Linz, 1973, p. 99]. Cette formulation prenait déjà de la distance avec une représentation sommaire de la question identitaire espagnole que l'on retrouve dans beaucoup de travaux à vocation savante, et qui ressemble à une retranscription paresseuse des discours nationalistes : un État espagnol intégrerait contre leur volonté « les nations basque et catalane » distinctes de « la nation espagnole ». La phrase de Linz ne confrontait pas des « nations » confondues avec des territoires distinctifs mais des *identifications nationales à l'échelle des subjectivités individuelles*. Le mot « minorités » ne se confond pas avec des entités collectives, « le Pays Basque » et « la Catalogne », non plus qu'avec la totalité de leurs habitants, mais désigne des ensembles d'individus *en Catalogne et au Pays Basque*, pour ne parler que des situations les plus politiquement sensibles.

Pourtant, au milieu des années 80, Juan Linz infléchissait très sérieusement cette formulation en complexifiant la palette des identifications. « *Actuellement, nous pourrions dire que l'Espagne est, pour une grande majorité d'Espagnols, un État-nation, pour des minorités significatives (de différentes « nationalités ») un État bi-national, et pour de très petites minorités (seulement significatives en Euskadi) un État en face d'une nation basque. Y compris à l'intérieur de ces dernières, seul un secteur met en doute la légitimité et l'autorité de l'État espagnol* » [Linz, 1986, p. 27] Le point-clé réside dans l'introduction de l'identification « bi-nationale » qui ressort des toutes premières enquêtes par sondage, réalisées à la fin des années 70, portant sur les sentiments d'appartenance vis-à-vis de l'Espagne et du Pays Basque ou bien de la Catalogne. C'est en tirant la leçon de la préférence relative des personnes interrogées pour des identifications multiples que Linz a très tôt défini l'État post-franquiste comme un *État multinational* d'un genre particulier. « C'est cette identité nationale duale – écrit-il en 1981 à partir de données recueillies en 1979 – caractéristique de la situation espagnole au Pays Basque et davantage encore en Catalogne, qui rend possible la naissance des deux sociétés multinationales dans lesquelles les

---

législative. Sans disposer explicitement de ce droit, elles ont ouvert plus d'une centaine de représentations à l'étranger. D'autre part, la fluidité des principes inscrits dans la Constitution, ainsi que des rapports de force partisans, a laissé largement ouvert le processus de répartition des compétences, de plus en plus favorable à la décentralisation. On comprend alors que les élections autonomiques constituent de véritables enjeux eux-mêmes relativement différenciés par rapport à la scène politique espagnole.

nationalités pourraient jouir d'une autonomie considérable, tout en restant loyales à l'égard de l'État espagnol et en s'identifiant parallèlement dans une certaine mesure à la nation espagnole. C'est ce groupe, dont les nationalistes extrémistes de la périphérie aimeraient nier l'existence et que les nationalistes conservateurs espagnols aimeraient ignorer, qui rend possible une société multinationale. » [Linz, 1981, p. 666].

Dans cette optique, l'État espagnol se présentait déjà comme un État *multinational*, non pas parce qu'il aurait englobé plusieurs nations distinctes les unes des autres, mais parce qu'un grand nombre d'individus s'attribuaient à eux-mêmes une *double appartenance*, en prenant le contre-pied des idéologies nationalistes qui définissent les identités « nationales » comme des appartenances exclusives les unes à l'égard des autres. Cette façon de poser le problème identitaire de l'Espagne était étroitement associé au recueil de données d'enquêtes qui appelaient les individus à une auto-identification et qui, au surplus, transgressaient le postulat nationaliste du caractère exclusif de l'appartenance nationale, en leur offrant la possibilité de combiner leurs identifications et leur intensité, et non pas simplement de choisir l'une au détriment de l'autre. En exploitant intellectuellement ces sondages, Juan Linz inaugurait une démarche qui allait être abondamment suivie en Espagne. Très encline en général au recueil des données statistiques<sup>9</sup>, la recherche espagnole en sciences sociales a, sur ce plan particulier, contracté l'heureuse habitude de réitérer la passation de questionnaires identiques à ceux dont Linz avait su tirer un si grand profit. C'est en pensant probablement à cela que Juan Linz a souligné l'importance de « la réplication », « c'est-à-dire de la nécessité de poser dans le temps les mêmes questions aux mêmes types de populations pour pouvoir comparer (...) les différents résultats obtenus » [Linz, 2002, p. 46].

Il est donc possible de se référer à des données plus récentes pour apprécier le devenir de l'identité duale mise en relief par Linz. Les tableaux 1 (pour le Pays Basque) et 2 (pour la Catalogne) ci-dessous récapitulent les résultats des trois enquêtes (1979, 1982, et, brièvement, 1996) évoquées dans les travaux de Linz en ajoutant ceux de deux enquêtes plus récentes [les cases grisées signalent l'identification la plus souvent choisie].

---

<sup>9</sup> La multiplication des enquêtes d'opinion sur le thème de l'identité est une illustration parmi beaucoup d'autres de la passion espagnole pour les sondages et le recueil de données quantitatives qui a saisi ces dernières décennies les sciences sociales et la science politique en particulier, et qui fait dire à Juan Linz « qu'il y a peu de sociétés européennes ayant réalisé un effort aussi important en matière de recherche sociologique et de construction de banques de données que l'Espagne » [Linz, 2002, p.46]. Ce n'est pas la réticence des politistes français à réunir et à travailler sur ce type de matériau qui démentira Linz à ce propos. Les raisons de l'écart entre les habitus scientifiques de part et d'autre des Pyrénées mériteraient bien sûr des développements qui dépassent largement le cadre de ce travail.



**Tableau 1 : % de personnes qui s'identifient comme ...**

<i>Euskadi</i>	1979	1982	1996	2002	2005
Source	Linz (DATA)	Linz (DATA)	CIS <sup>10</sup>	CIS	OPA <sup>11</sup> / Euskobarómetro
Uniquement espagnol	13,9	8,8	5,4	4,5	2,8
Plus espagnol que basque	5,5	4,6	4,0	3,3	5,6
Autant espagnol que basque	26,4	24,6	36,2	33,7	32,5
Plus basque qu'espagnol	12,2	16,8	29,9	18,8	22,3
Uniquement basque	38,2	43,0	20,6	24,7	32,7
NS/NC	3,9	2,3	4,0	15	4,7
N	1011	950	428	579	1200

**Tableau 2 : % de personnes qui s'identifient comme ...**

<i>Catalunya</i>	1979	1982	1996	2002	2005
Source	Linz (DATA)	Linz (DATA)	CIS	CIS	OPA/ICPS
Uniquement espagnol	28,2	23,5	12,9	12,4	8,0
Plus espagnol que catalan	5,9	8,2	11,4	7,7	9,0
Autant espagnol que catalan	32,5	40,1	36,7	37,3	40,0
Plus catalan qu'espagnol	10,8	16,9	25,7	24,3	25,0
Uniquement catalan	13,6	9,0	11,0	16,2	12,0
NS/NC	9,00	2,4	2,2	2,2	7,0
N	1232	885	744	922	1200

Au-delà des variations qui suggèrent une sensibilité notable de l'identité mesurée par les sondages à la conjoncture politique, on peut constater que les résultats des enquêtes les plus récentes confirment dans leurs grandes lignes l'essentiel des réflexions que Juan Linz émettait il y a un quart de siècle sur l'importance de l'identité duale parmi les populations vivant dans des contextes de puissantes revendications nationalistes. A partir des données des deux tableaux précédents, on peut observer que les identifications exclusives (toutes catégories confondues) ont reculé très fortement depuis 1982 (tableau 3) au profit des identifications multiples (tableau 4):

**Tableau 3 : Identifications exclusives. % de personnes s'identifiant comme exclusivement « espagnol » ou bien « basque/catalan »**

	1979	1982	1996	2002	2005
<i>Euskadi</i>	52,1	51,8	26	29,2	35,5
<i>Catalunya</i>	41,8	32,5	23,9	28,6	20,0

**Tableau 4 : Identifications duales. % de personnes s'identifiant comme « plus...que » ou bien « autant...que »**

	1979	1982	1996	2002	2005
<i>Euskadi</i>	44,1	46	70,1	55,8	60,4
<i>Catalunya</i>	49,2	65,2	73,8	69,3	74,0

Mais le recul global de l'identification exclusive est essentiellement dû *au recul de l'identification uniquement espagnole* (tableau 5), tandis que l'identification uniquement « basque » ou « catalane » résiste, voire se renforce ces dernières années dans le cas basque (tableau 6). On a également confirmation de la différence, longuement commentée par Linz,

<sup>10</sup> Le CIS (Centro de Investigaciones Sociológicas, <http://www.cis.es>), organisme public, est un acteur majeur de la recherche en sciences sociales en Espagne, notamment en matière de publications et d'enquêtes statistiques.

<sup>11</sup> L'OPA (Observatorio Político Autonómico, <http://www.opa151.com/>), réunit depuis 2001 les données annuelles des sondages effectués auprès des populations des Communautés Autonomes respectives par l'ICPS (Institut de Ciències Polítiques i Socials, Universidad Autónoma de Barcelona), le CADPEA (Centro de Análisis y Documentación Política y Electoral de Andalucía, Universidad de Granada), l'Euskobarómetro (Universidad del País Vasco) et l'USC (Universidad de Santiago de Compostela).

entre la situation catalane et celle du Pays Basque, où l'identification uniquement « non espagnole » est durablement beaucoup plus répandue. En Catalogne, la version espagnole de l'identité « à trait d'union »<sup>12</sup> domine très largement. Plus largement que dans la Communauté basque, même si l'appartenance exclusivement basque ne rassemble, au mieux, qu'un tiers des personnes interrogées, ce qui relativise considérablement la portée des discours et des croyances postulant l'existence d'une « nation basque » globalement opprimée par l'État espagnol.

**Tableau 5 : Identification espagnole exclusive. % de personnes s'identifiant comme uniquement « espagnol »)**

	1979	1982	1996	2002	2005
<b>Euskadi</b>	13,9	8,8	5,4	4,5	2,8
<b>Catalunya</b>	28,2	23,5	12,9	12,4	8,0

**Tableau 6 : Identification basque / catalane exclusive. % de personnes s'identifiant comme uniquement « basque / catalan »)**

	1979	1982	1996	2002	2005
<b>Euskadi</b>	38,2	43,0	20,6	24,7	32,7
<b>Catalunya</b>	13,6	9,0	11,0	16,2	12,0

Cette tendance se confirme si on procède à des regroupements de catégories, de manière à évaluer la fréquence de ce que l'on pourrait appeler l'identification duale « à dominante espagnole » (la proportion des répondants qui se considèrent *d'avantage ou au moins autant* espagnol que basque ou catalan : tableau 7), et celle de l'identification duale « à dominante basque / catalane » (la proportion des répondants qui se considèrent *d'avantage ou au moins autant* basque / catalan qu'espagnol : tableau 8).

**Tableau 7 : Identification duale « à dominante espagnole ». % de personnes s'identifiant comme « plus » ou « autant » « espagnole que basque / catalan »)**

	1979	1982	1996	2002	2005
<b>Euskadi</b>	31,9	29,2	40,2	37	38,1
<b>Catalunya</b>	38,4	48,3	48,1	45,0	49,0

**Tableau 8 : Identification duale « à dominante basque / catalane ». % de personnes s'identifiant comme « plus » ou « autant » « basque / catalan qu'espagnol »)**

	1979	1982	1996	2002	2005
<b>Euskadi</b>	38,6	41,4	66,1	52,5	54,8
<b>Catalunya</b>	43,3	57,0	62,4	61,6	65,0

L'appartenance multiple a gagné du terrain, mais davantage au détriment de l'identité espagnole que des identités basque ou catalane : en quelque sorte, *le curseur de l'identité complexe s'est déplacé vers la périphérie*. Or, ceci n'est pas propre aux deux collectivités historiquement travaillées par des mobilisations nationalistes. Au-delà de la problématique de l'*État multinational* telle que la définit Juan Linz, les données d'enquêtes dont il a très largement inspiré le principe et qui posent depuis quelques années le même type de questions pour l'ensemble des Communautés Autonomes montrent, qu'à l'échelle du territoire espagnol, la double identification *nationale/régionale* est très largement prédominante (tableau 9) :

<sup>12</sup> L'expression « identité à trait d'union » est issue du contexte américain où l'on parle couramment, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des *hyphenated Americans* (*Irish-Americans*, *German-Americans*, etc...). Cette notion est par exemple aujourd'hui au centre de la réflexion de Michael Walzer [1996] sur l'identité américaine.

**Tableau 9 : % de personnes qui répondent se sentir ...**

<i>Espagne</i>	<b>1994</b>	<b>1996</b>	<b>2002</b>
<i>Source</i>	<b>OYCOS<sup>13</sup></b>	<b>CIS</b>	<b>CIS</b>
Uniquement espagnol	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>14,2</b>
Plus espagnol que de leur communauté	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>8,5</b>
Autant espagnol que de leur communauté	<b>52</b>	<b>50</b>	<b>53,6</b>
Plus de leur communauté qu'espagnol	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>13,8</b>
Uniquement de leur communauté	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6,4</b>
NS/NC	—	<b>2</b>	<b>3,5</b>
<i>N</i>	6600	4932	10476

Autrement dit, la formule identitaire qui s'est partout consolidée dans le temps et qui est aujourd'hui majoritaire, quoique plus nettement en Catalogne qu'au Pays Basque, est celle qui s'ajuste le mieux aux requêtes de *l'État des autonomies* et à l'approfondissement historique du processus autonome vers une décentralisation croissante. Compte tenu d'un mode de répartition territoriale des pouvoirs très original, la « légitimité démocratique en Espagne implique une compatibilité des appartenances à différentes communautés politiques » [Moreno, 1997, p. 124]. Cette condition semble aujourd'hui très largement réunie, même si elle ne suffit pas, loin de là, à stabiliser le processus autonome, ni à éviter que la définition symbolique des rapports entre *État* et *Nation* constitue un enjeu central des conflits idéologiques et partisans<sup>14</sup>. Mais elle érige un fait social que toutes les entreprises politiques sont contraintes de prendre en compte, de façon plus ou moins avouée, dans leurs propositions et leurs stratégies. Par exemple, dans un tel contexte, les affiliations « mononationales » ne pourraient devenir dominantes qu'à la suite d'un travail d'inculcation ou (et) d'intimidation, éventuellement appuyé par la coercition, comme à l'époque du pouvoir franquiste, ou bien en sens inverse aujourd'hui au Pays Basque, de la part des franges indépendantistes radicales, de « mise en conformité » des esprits par rapport aux desseins politiques des « porteurs » des présupposés nationalistes. Dans l'autre sens, si les citoyens se réclament d'une affiliation nationale « périphérique » et qu'ils ont les moyens de la défendre dans l'espace public, l'enjeu est alors pour l'État d'en désamorcer les expressions violentes et potentiellement sécessionnistes, dans une configuration institutionnelle adaptée. Ce à quoi le concept de *State Nation* est précisément destiné.

Si l'identité duale a joué un si grand rôle dans l'élaboration de ce concept, c'est aussi parce que ce mode d'identification complexe peut être repéré dans d'autres pays. La comparaison entre la situation belge et la situation espagnole s'impose d'autant plus pour Linz qu'un même genre de questionnaire passé en Belgique y donne des résultats convergents. Ainsi, l'une des découvertes « les plus surprenantes à propos du cas belge est la force de l'identité belge auprès de la population flamande » [Linz, Stepan, Yadav, 2004, p. 28]. L'ambition comparative tire un grand bénéfice de la réplique, non plus seulement dans le temps, mais

<sup>13</sup> Résultats publiés et commentés par García Ferrando, López-Aranguren, Beltrán [1994].

<sup>14</sup> Dans les polémiques partisans, l'Espagne est pour certains un « État plurinational » ; pour d'autres, il s'agit toujours d'un État-nation mais sous la forme d'une « nation de nations ». Les plus radicaux des nationalistes basques (et parfois catalans ou galiciens) considèrent l'État espagnol comme un État colonial. Et, symétriquement, les « espagnolistes », dont la voix est restée timide pendant le quart de siècle suivant la mort de Franco, persistent à définir la nation espagnole comme une nation unitaire. Pour rendre plus acceptable cette thèse, le Parti Populaire, au pouvoir entre 1996 et 2004, a même recouru au thème habermasien du « patriotisme constitutionnel » [Habermas, 1998] : tous les citoyens du royaume d'Espagne devant alors se considérer définitivement liés par le pacte de la Constitution de 1978. À gauche, la reconnaissance de la pluralité nationale pousse au contraire à redéfinir l'État comme un État fédéral, sans parvenir à trancher définitivement entre un fédéralisme reconnaissant indifféremment le droit à l'expression politique des identités territoriales et un fédéralisme dit « asymétrique » qui hiérarchiserait ce droit en fonction de l'inégale profondeur supposée des identités en présence.

dans l'espace, du type de questions posées dans les sondages depuis près de trente ans en Espagne. Des données semblables sont également recueillies depuis vingt ans au Royaume-Uni, sous la dénomination de la « question Moreno », au motif que Luis Moreno, chercheur espagnol, a introduit pour la première fois en Ecosse au milieu des années 80 les catégories d'identification déjà utilisées en Espagne<sup>15</sup>.

On peut toutefois regretter que la France soit restée très largement à l'écart de ces migrations méthodologiques, et que l'intérêt pour l'identité mesurée par les sondages en mettant en perspective les diverses appartenances possibles se soit peu développé ces dernières années. Il faut dire que, d'une manière générale, le constat de carence que dressait il y a quelques années Nonna Mayer quant à l'étude du sentiment national, reste assez largement valable aujourd'hui<sup>16</sup>. En dehors de la grande réserve manifestée par le milieu des politistes français à l'égard des enquêtes par sondage, on peut bien sûr trouver une explication *ad hoc* à la parcimonie de l'usage de données de cette nature. Contrairement à d'autres pays européens, la question des choix d'identification des individus n'apparaît pas politiquement sensible, puisque dans cet *État Nation* « accompli », l'appartenance nationale n'est mise en cause par aucun mouvement nationaliste d'envergure comparable aux nationalismes basque, catalan, ou flamand. C'est d'ailleurs probablement pourquoi Juan Linz lui-même ne s'intéresse pas au cas français, présumé scellé par l'histoire, sous cet angle.

Pourtant, « l'exception » corse, si régulièrement présente sur l'agenda politique, et qui présente un certain nombre de similitudes (notamment l'usage de la violence) avec la situation basque, serait propice à la mise en perspective des discours nationalistes et des affiliations identitaires de la population de l'île. Or, les nombreux sondages sur la Corse ne se consacrent en général qu'aux questions institutionnelles et partisanes, ainsi qu'à mesurer l'inclination indépendantiste, faible mais non négligeable parmi les Corses eux-mêmes<sup>17</sup>. En fait, c'est l'étude de la mobilisation nationaliste dans son ensemble qui reste très embryonnaire. Comme si, avance Christophe Roux, « les perspectives de recherche française épousaient les contours du modèle normatif républicain dans lequel les appartenances secondaires sont censées être transcendées par la seule source d'identité légitime reconnue dans l'espace public : l'identité nationale française. (...) Il faut préciser que ce mécanisme d'enfouissement n'est évidemment pas le fruit d'une quelconque censure mais plutôt le résultat d'une contrainte intériorisée, largement inconsciente et comparable à un effet de socialisation (...) » [Roux, 2005, pp. 17-18].

Or, indépendamment de l'intérêt suscité, ou plutôt non suscité, par les revendications nationalistes, le postulat de l'écrasement des appartenances territoriales par l'identité française résiste assez mal aux analyses décidées à rompre avec « ce mécanisme d'enfouissement ». Sur

---

<sup>15</sup> Le contexte et les péripéties de cette introduction sont racontés par Luis Moreno lui-même [2006].

<sup>16</sup> « On ne compte plus les publications sur les concepts de nation, de nationalité et de citoyenneté, la spécificité du nationalisme à la française ou les racines doctrinales du « national-populisme » incarné par le Front national (...). Mais sur le sentiment national proprement dit, la manière dont les individus vivent leur appartenance au groupe-nation, les valeurs qui y sont associées, les facteurs qui la déterminent, il n'y a pratiquement pas d'étude (...) » [Mayer, 1997, p. 273]. Des travaux français de qualité ont cependant été produits sur ce thème ces dernières années à partir d'enquêtes par sondage, notamment sur les relations entre identification nationale et identification à l'Europe [Duchesne, Frogner, 2002], ou encore sur les sentiments d'identité des Français d'origine immigrée récente [Brouard, Tiberj, 2005, pp. 121-134].

<sup>17</sup> En établissant un bilan de 15 années de sondage sur ce thème, Christophe Roux écrit : « Le premier enseignement est que la proportion de Corses favorables à l'indépendance de l'île est très minoritaire : en moyenne, seul un insulaire sur dix se dit favorable à une telle hypothèse. Le second est que, dans le même temps, la proportion de continentaux partageant cette opinion est très nettement supérieure à celle exprimée en Corse : presque un continental sur trois en moyenne est favorable à l'indépendance de la Corse, et, parce qu'un sur six ne se prononce pas, la majorité hostile à cette idée ne dépasse que de peu 50%. » [Roux, 2005, p. 9]. En somme, les mouvements indépendantistes corses seraient mieux inspirés de réclamer un plébiscite à l'échelle de la France entière qu'à celle de la Corse !

un plan historique, il est très probable que la période de cristallisation de l'identité nationale en France a non seulement préservé mais renforcé le sentiment d'appartenance au village ou à la commune [Peres, 1994]. Cet héritage de la Troisième République n'a pas disparu. En commentant les premiers sondages de l'OIP<sup>18</sup>, Annick Percheron écrivait que les « Français ont deux patries, l'une proche, intime pourrait-on dire, leur commune, l'autre lointaine, chargée de toutes les marques de l'histoire, la France » [Percheron, 1993, p. 191]. Bien que l'absence d'un instrument de mesure systématique rende difficile d'évaluer la résistance de cette autre forme d'appartenance duale, tout laisse à penser que la formule d'Annick Percheron n'est pas obsolète, et que la force de l'identité communale persiste à entraver la sortie du cauchemar technocratique représenté par la division du territoire étatique français en 36.000 communes<sup>19</sup>. Il est peut-être plus éclairant encore, compte tenu de l'importance politique acquise par la régionalisation dans le cadre global de la décentralisation engagée au début des années 80, de vérifier que la complémentarité entre identité nationale et appartenance territoriale s'étend également à l'identité régionale mesurée par les sondages.

A partir du croisement des réponses enregistrées par des enquêtes de l'OIP portant sur « l'attachement à la région et à la France », Claude Dargent, dans un article incontournable sur le sujet, conclut que la « relation antagoniste entre ces deux appartenances territoriales ne se rencontre que de façon très minoritaire. Elle s'observe chez les personnes qui se déclarent peu ou pas attachées à leur région, et qui sont 79% à se déclarer cependant attachées (...) à la France. Ces « Français identitaires » ne rassemblent que moins de 13% de l'échantillon. Quant aux « régionaux identitaires », ces Français peu ou pas attachés à la France mais attachés à leur région (« très » ou « plutôt »), ils ne représentent que 4% de la population » [Dargent, 2001, p. 790]. Il faut cependant émettre deux réserves. Premièrement, lorsque l'on demande aux individus de prendre position par rapport au concept de « région » (et non par rapport à une région précisément identifiée), il est loin d'être toujours évident que la « région » qu'ils ont dans la tête correspond à la région au sens politico-administratif du terme<sup>20</sup>. Deuxièmement la notion « d'attachement » utilisée dans les enquêtes de l'OIP (un peu comme celle de « fierté nationale », souvent utilisée pour évaluer l'identité nationale subjective, mêle très explicitement une dimension affective et une dimension cognitive. Une question de ce type est en quelque sorte moins « neutre » que celles appelant à se dire « membres de » ou se sentir « appartenir à ». En tout état de cause, on ne peut pas directement comparer ces résultats à ceux des enquêtes espagnoles, ce qui justifie encore un peu plus l'avertissement de Linz quant à la nécessité de la « réplique ».

Il existe néanmoins, à notre connaissance, dans le cas français, un petit nombre de sondages semblables à ceux utilisés en Espagne. Les enquêtes effectuées à la fin des années 70 et dont Linz a utilisé les données comportaient des chiffres relatifs au Pays Basque français, mais leurs enseignements sont limités par la faible taille de l'échantillon (moins de 400 personnes). Les résultats montraient une identification à dominante basque beaucoup moins répandue du côté français : 11, 7% se disaient basque ou plus basque que français, contre plus de 50% se disant basque ou plus basque qu'espagnol. Au Pays Basque sud, c'est l'identification à

---

<sup>18</sup> Observatoire Interrégional du Politique (<http://www.oip.sciences-po.fr>).

<sup>19</sup> Pour Henri Mendras, écrivant aux lendemains du cuisant échec de l'incitation législative à la fusion des communes, la raison fondamentale de l'attachement bec et ongle des ruraux à des entités communales souvent minuscules provenait de ce que cette entité était pour eux « un facteur essentiel de définition de leur identité personnelle » [Mendras, 1977, p. 141].

<sup>20</sup> Par exemple, dans le cadre d'une enquête qualitative entreprise dans le département des Landes, inclus dans la région *Aquitaine*, une personne à qui nous demandions ce que représentait pour lui « sa » région a répondu : « c'est la zone d'influence de Sud-Radio » (comme son nom l'indique, une radio émettant dans le sud de la France). Et un autre : « ça va de Bordeaux à l'océan d'un côté, à la montagne de l'autre ». Inutile de préciser que ces définitions n'ont qu'un rapport fortuit avec le découpage administratif de la région *Aquitaine*.

dominante française (français ou plus français que basque) qui ralliait la majorité des sondés (55,4%) [Linz, 1985 ; 1986]. Or, une inversion presque identique de la polarité des identifications se lit dans une enquête récente qui, à titre d'exception, a été menée quasi simultanément des deux côtés de la frontière, entre octobre 2004 et juin 2005, et dont on peut contrôler les résultats pour le versant espagnol par ceux de l' *Euskobarómetro* 2004 (tableau 10) :

**Tableau 10 : % de personnes répondant à la question « Vous-même, vous sentez-vous... ? »**

	<b>Pays Basque « nord » (Oct 2004-juin 2005)</b>	<b>CAB (Euskadi) (oct-déc 2004)</b>	<b>Euskadi OPA/ Euskobarómetro 2004</b>
Uniquement français/espagnol	<b>36</b>	<b>6</b>	5,8
Plus F/E que basque	<b>16</b>	<b>3</b>	5,8
Autant F/E que basque	<b>24</b>	<b>28</b>	32,4
Plus basque que F/E	<b>5</b>	<b>15</b>	18,7
Uniquement basque	<b>11</b>	<b>40</b>	33,4
Nsp/Nrp	<b>1</b>	<b>4</b>	3,9
N	1610	1204	1200

*Enquête sur le sentiment identitaire dans les territoires basques [Institut culturel basque / Eusko Ikaskuntza, 2005 ; OPA/ Euskobarómetro, 2004]*

On peut constater de légères différences entre les résultats des deux enquêtes concernant, la même année, la population d'*Euskadi*, sans modification des grands équilibres. Par contre, l'écart avec la distribution des identifications du côté nord de la frontière est très important : comme en 1979, l'identification à dominante française emporte une majorité absolue (52%) en France, et l'identification à dominante basque fait de même en Espagne (55% dans l'enquête simultanée). Au Pays Basque nord, l'identité exclusivement française est bien plus répandue que l'identité duale « équilibrée » (autant français que basque) : 36 contre 24%<sup>21</sup>.

Cette comparaison témoigne de la résistance de la construction nationale française, qui est confirmée par deux autres enquêtes de statut différent. La première ne concerne que la Bretagne et a été réalisé en 2001 dans le cadre d'un programme de recherche britannique dont certains résultats viennent d'être rapportés par Alistair Cole [2006] qui applique à un échantillon breton le questionnaire de type *CIS* sous le label de la « *Moreno question* ». La deuxième, qui vise la France tout entière, provient de la partie française de l'enquête *ISSP*<sup>22</sup> 2003 intitulée « National Identity II ». Mais, pour compliquer un peu les choses, les phrases « *More / As ...regional identity than country nationality* » (et inversement) du questionnaire modèle, ont été adaptées dans le questionnaire français sous la forme « ma région a plus / autant d'importance pour moi que le fait d'être Français » (et inversement). En ne tenant pas compte de ce curieux infléchissement de la formulation, on peut rapprocher les résultats de ces deux enquêtes (tableau 11) en rappelant au passage ceux du Pays Basque « nord » ou « français » du tableau 10, et ceux de l'enquête espagnole *CIS* 2002 :

<sup>21</sup> Cette différence est très bien perçue sur le terrain par les acteurs physiquement proches les uns des autres, mais séparés par la frontière étatique, au travers par exemple des stéréotypes qu'ils s'attribuent mutuellement : dans la baie de Txingudi, « les frontaliers français désignent leurs voisins d'Irun et de Fontarabie comme des "Basques espagnols", alors que ces derniers utilisent l'expression péjorative "gabachos" pour se référer indistinctement aux Hendayais et au reste des Français [Bray, Harguindeguy, 2004, p. 200].

<sup>22</sup> International Social Survey Programme (<http://www.issp.org>).

Tableau 11 : % de répondants se déclarant ...

	<b>France ISSP</b> 2003	<b>Bretagne</b> 2001 [Cole, 2006]	<b>Pays Basque</b> <b>français</b> Oct 2004-juin 2005	<b>Espagne</b> 2002 (CIS)
Uniquement Français/Espagnol	27,4	7	36	14,2
Plus F/E que de ma région	21,7	17	16	8,5
Autant F/E que de ma région	34,4	57	24	53,6
Plus de ma région que F/E	6,6	15	5	13,8
Uniquement de ma région	1,7	2	11	6,4
NS/NC	5,5	2	1	3,5
<i>N</i>	1669	1007	1610	10476

La différence entre les situations française et espagnole est tranchée. Même si, dans le cas de la France, l'identité régionale/nationale est la plus fréquente, elle l'est de manière beaucoup moins affirmée qu'en Espagne. En France, le curseur de l'identité est poussé bien davantage vers l'appartenance nationale, et l'identité régionale « exclusive » est statistiquement insignifiante. Par contre, la situation bretonne est beaucoup plus proche de la moyenne espagnole et se distingue de l'ensemble français par l'intensité d'une identité régionale non exclusive.

Cette identification duale est, dans le cas breton, également beaucoup plus forte que dans le cas basque. Faut-il voir là une sorte d'effet boomerang de la mobilisation nationaliste en *Euskadi* qui pousserait une grande partie des habitants du Pays basque français à moins « régionaliser » leurs sentiments d'appartenance, comme si le fait de se dire « basque » avait des implications politiques beaucoup plus lourdes de sens que de se dire « breton » ?

Pour la Bretagne, ces données convergent en tout cas avec celles décryptées par Claude Dargent, qui, à partir d'indicateurs très différents, situait la région bretonne dans le peloton de tête des régions « à forte identité territoriale », en compagnie de la Corse, de l'Alsace et du Nord-Pas-de-Calais [2001, p.797]. Quand on examine les données relatives aux différentes Communautés Autonomes en Espagne, on s'aperçoit que le panorama identitaire breton est assez proche de l'Andalousie. Par rapport à l'enquête *CIS 2002*, la Bretagne apparaît encore davantage « nationale » que la Communauté andalouse, mais cette différence s'estompe à l'aune d'une enquête plus récente de l'*OPA* (2005) (tableau 12) :

Tableau 12 : % de répondants se déclarant ...

<b>Population</b>	<b>Bretagne 2001</b>	<b>Andalousie 2002</b>	<b>Andalousie 2005<sup>23</sup></b>
<i>Source</i>	<i>Cole [2006]</i>	<i>CIS</i>	<i>OPA/CAPDEA Universidad de Granada</i>
Uniquement Français/Espagnol	7	7	8,4
Plus Français/Espagnol que Breton/Andalou	17	7	12,3
Autant Français/Espagnol que Breton/Andalou	57	70	60,9
Plus Breton/Andalou que Français/Espagnol	15	13	11,9
Uniquement Breton/Andalou	2	2	3,4
NS/NC	2	1	3,2
<i>N</i>	1007	982	3200

Territoire abritant une population disposée à une identité duale *nationale/régionale*, la Bretagne se distingue encore parmi les régions françaises par le fait qu'elle est aussi, avec la Corse, l'une des deux seules régions dans lesquelles on peut repérer à la fois une forte identité régionale et une aspiration à la décentralisation supérieure à la moyenne, tandis que, dans

<sup>23</sup> Il faut noter qu'en 2002, l'enquête annuelle de l'*Observatorio Político Autonomico* donnait des résultats très semblables à ceux de l'enquête *CIS 2002*. Le baromètre de l'*OPA* enregistre depuis 2001 une forte augmentation tendancielle de l'identification espagnole : la proportion des « uniquement » ou « plus » espagnol qu'andalou est passée de 11,1% en 2001 à 20,7% en 2005.

l'ensemble français, cette aspiration apparaît très largement indépendante de l'intensité de l'identité régionale [Dargent, 2001, pp. 799-801]. Ces données sont en phase avec le jugement maintes fois répété selon lequel la légitimation du processus décentralisateur en France fait appel depuis le début à un principe *fonctionnel* et non *identitaire*. Ce qui nous éloigne un peu plus de la situation espagnole, dans laquelle les transferts de pouvoirs au détriment du gouvernement central ont été, et continuent d'être revendiqués au nom d'identités collectives nationales ou régionales en quête d'expression politique, et où la structure autonome de l'État dans son ensemble a été, et continue, d'être justifiée par la pluralité des identités inscrites sur territoire espagnol. Il y a donc, en Espagne, une congruence certaine (mais pas totale du fait des minorités nationalistes qui ne trouvent pas leur compte dans la formule de l'*État des Autonomies*) entre la prégnance des identifications individuelles duales, le processus autonome engagé pendant la transition, et les discours politiques qui usent du registre identitaire pour légitimer une refonte de la répartition territoriale du pouvoir.

### Des comparaisons éclairantes : les liens ambigus entre primordialisme, identité subjective et nationalisme

Comme dans la plupart des entreprises politiques du même type, les identités élaborées dans le flot des mobilisations ethniques espagnoles se sont principalement, quoique à des degrés divers, référées à des différences linguistiques, culturelles et/ou des traits distinctifs profondément inscrits dans des marques collectives indépendantes des choix individuels et des conjonctures historiques. C'est-à-dire, dans le langage de la sociologie de l'ethnicité, à des liens sociaux « primordiaux » qui « dérivent de la naissance dans une famille particulière, une communauté, un groupe religieux ou linguistique » [Fenton, 2003, p. 89]<sup>24</sup>. Les liens « primordiaux » naissent d'expériences routinisées, largement chargées d'affectivité, qui découlent des contextes familial et culturel dans lesquels les individus grandissent. Ils appartiennent à l'ordre de la « socialisation primaire » plutôt de la « socialisation secondaire », selon les catégories de la sociologie de la connaissance de Peter Berger et Thomas Luckmann [1986]. En ce sens, ils se distinguent des liens bâtis dans des contextes où les individus peuvent effectuer des choix et nouer des relations contractuelles<sup>25</sup>. L'une des manifestations les plus judicieuses de l'imagination sociologique de Juan Linz [1985] aura été, en usant toujours des données d'enquêtes par sondage, de confronter les présupposés primordialistes les plus courants à la manière dont les individus d'une part, s'identifient et, d'autre part, définissent les requêtes de l'identité collective autorisant ces identifications. Dans la mesure où l'on peut raisonnablement supposer que ces requêtes ne sont pas indépendantes de leurs choix politiques, les idéologies nationalistes associées à ces choix sont également impliquées dans cette confrontation.

---

<sup>24</sup> Steve Fenton insiste avec raison sur la nécessité d'éviter une confusion pourtant courante entre le « primordialisme » d'un côté, et l'« ethnicité », de l'autre, qui peut être vue comme une construction sociale mobilisant des liens primordiaux parmi d'autres composantes (civiques, historiques, etc...) d'une définition. Les identités ethniques qui incluent des traits primordiaux peuvent être en grande partie « choisies », au sens où leur contenu est susceptible d'être négocié, façonné et réinventé par les individus en fonction des cadres sociaux de leur activation [Song, 2003].

<sup>25</sup> Il est logique que la plupart des entreprises nationalistes accordent une valeur toute spéciale à la langue « maternelle » en tant qu'attachement « primordial » générateur d'une identité nationale. La langue « maternelle » présente en effet le triple avantage de constituer: un lien primordial écrasant, à la fois composante (la langue apprise) et véhicule (la langue grâce à quoi on apprend) de la socialisation primaire; un trait distinctif permettant de séparer l'*in* et l'*out*, ceux qui partagent l'identité présumée et ceux qui sont à l'extérieur du groupe; un invariant supposé (la langue est un héritage collectif) qui ancre l'identité dans les profondeurs du temps.



Dans le cas basque, les deux variables « primordiales » dont l'influence sur l'identification subjective (la manière dont les individus se définissent eux-mêmes) a été commentée par Linz sont l'origine familiale et la langue. La première leçon que le lecteur peut tirer de son analyse est d'ordre méthodologique : ces caractéristiques dites « primordiales » sont, dans la réalité sociale, bien plus complexes à cerner qu'on pourrait l'imaginer. Être « né basque » au Pays Basque est une notion qui peut se décliner de plusieurs manières : en se limitant à ne prendre en compte que deux générations, on peut être soi-même né au Pays Basque d'un seul ou bien de deux parents basques ou, à l'inverse, d'un seul ou de deux parents « immigrés »<sup>26</sup>. Pour la langue, les déclinaisons sont encore plus subtiles : le basque, comme toutes les langues, peut-être lu et/ou parlé et/ou compris, avec un degré de compétence linguistique plus ou moins élevé. Au sens précis du terme, seule la langue proprement « maternelle » devrait être considérée comme un facteur « primordial ». Pourtant, quand on interroge des individus à un moment donné, la langue maternelle peut être partiellement ou totalement oubliée depuis plus ou moins longtemps. Les données utilisées par Linz ne tiennent d'ailleurs pas compte de la langue de la famille au moment de la naissance, mais seulement de la langue « parlée » et/ou « comprise » à l'époque du sondage. Bref, ce n'est qu'en simplifiant abondamment la complexité empirique de ces notions que l'on peut parler de l'influence « du » facteur familial ou « de la » variable linguistique. D'autre part, cette complexité pèse sur la comparaison dans le temps et dans l'espace, dans la mesure où, toutes choses égales par ailleurs, les chances que les mêmes choix d'enquête se répètent sont d'autant plus faibles que la multiplicité des choix envisageables est grande.

C'est en gardant à l'esprit ces difficultés que l'on doit apprécier le constat établi par Linz : à la fin des années 70, la combinaison du fait de *parler* basque (davantage que de le *comprendre*) et d'avoir une *ascendance basque* (un père *ou* une mère et plus encore un père *et* une mère) augmentait très sensiblement la probabilité de se reconnaître « exclusivement » basque. 77% des sondés nés de deux parents basques *et* parlant l'*euskera* se disaient « exclusivement basque », contre 8% des immigrants ne comprenant pas cette langue, pour ne parler que des extrêmes. À l'inverse, seulement 1% de la première catégorie se reconnaissaient « espagnol ou plus espagnol que basque », contre 51% de la seconde [Linz, 1985, p. 228]. Dans les limites énoncées plus haut, l'hypothèse « primordialiste » s'en trouve à la fois crédibilisée et relativisée, puisqu'une partie non négligeable de personnes « dotées » de traits primordiaux ne s'attribuent pas l'identité logiquement attendue. Les données d'enquêtes ultérieures confirment globalement cet enseignement tiré du cas basque, même s'il est très difficile d'appréhender une éventuelle transformation ou une stricte confirmation, devant l'absence de réplication rigoureuse des questions posées dans l'enquête de 1979 citée par Linz. D'après l'enquête *Oycos* de 1990, 62% des sondés *écrivant* l'*euskera* s'identifiaient uniquement comme basque et 23% se sentaient « plus basque qu'espagnol » [García Ferrando, López-Aranguren, Beltrán, 1994, p. 19]. D'après des réponses recueillies en 1999 par *Euskobarómetro*, sous la direction de Francisco Llera, 63,9% des « natifs » du Pays Basque se reconnaissaient « plus basque qu'espagnol » ou « uniquement basque », contre 18,5% des « immigrants » (y compris les « enfants d'immigrants ») [Llera, 2002, p. 168].

Néanmoins, Juan Linz remarquait qu'un effet générationnel venait troubler la relation entre ces variables. En 1979, les générations ayant grandi avant la persécution franquiste du nationalisme (et, doit-on ajouter, de la culture basque) ou bien pendant la phase troublée des dernières années du régime, puis de la transition, paraissaient, indépendamment de la variable familiale, s'identifier plus facilement en tant que Basque [Linz, 1985, pp. 229-231]. On peut suivre Linz lorsqu'il associe cet effet à l'environnement politique et idéologique dans lequel

---

<sup>26</sup> Il y a, en théorie, beaucoup d'autres possibilités, comme celle d'être né hors du Pays Basque d'un ou de deux parents basques, etc....

ces générations ont baigné. La période de la Deuxième République (1931-1939), marquée par la reconnaissance de l'autonomie basque, et la fin du franquisme, quand anti-franquisme et revendications nationalistes étaient largement confondues, ont très probablement joué un effet catalyseur sur l'identité subjective basque. A l'épreuve des sondages, l'identité ne se présente certainement pas comme un « simple reflet de l'origine, de la naissance, ou du temps de résidence au Pays Basque » [ibid., p. 229].

La comparaison avec la relation entre identité subjective et variables « primordiales » dans d'autres Communautés Autonomes consolide et généralise cette observation. Si, comme il a déjà été dit, en 1990, 62% des sondés écrivant l'*euskera* se sentaient « uniquement basque », parmi ceux écrivant le catalan ou le galicien, seulement 24% se voyaient « uniquement catalan » et 1% « uniquement galicien » [García Ferrando, López-Aranguren, Beltrán, 1994, p. 19]. Dans leur étude approfondie du cas de la Communauté Valencienne à partir de l'enquête CIS 1996, Xavier Coller et Rafael Castelló notent à leur tour que 16,4% des sondés dont la *langue maternelle* est le valencien s'attribuent une identité « fondamentalement valencienne » contre 68,4% une identité « strictement duale » [Coller, Castelló, 1999, p. 161]. En se penchant sur les effets statistiques du facteur linguistique castillan / valencien, ils calculent que la probabilité de se reconnaître une identité duale est nettement plus élevée pour ceux dont la langue maternelle est le valencien que pour ceux dont la langue maternelle est le castillan. Dès lors, dans une situation où, contrairement aux cas basque et catalan, il n'existe pas de contestation significative de l'appartenance espagnole au nom d'une appartenance nationale alternative, il faut sans hésiter « repousser la version primordialiste de la langue » [ibid., p. 174].

La traduction identitaire des caractéristiques primordiales s'avère donc fortement dépendante de la configuration des luttes idéologiques et des formulations politiques de l'enjeu identitaire. Paradoxalement, du moins au regard du postulat « primordialiste », les liens primordiaux pèsent d'autant plus sur l'auto-définition identitaire que l'identité collective fait l'objet d'une mise en scène et d'une mise en forme politiques. En s'exprimant publiquement, la revendication nationaliste politise la question de l'identité, ce qui entraîne une restructuration des identifications individuelles en façonnant en partie les sentiments d'appartenance dont elle réclame la reconnaissance politique. Mais l'ambiguïté des rapports entre primordialisme et nationalisme s'enrichit d'un paradoxe de sens inversé lorsque, en continuant à suivre Juan Linz, on examine cette fois-ci non plus la façon dont les individus se définissent, mais la manière dont ils définissent les appartenances par rapport auxquelles ils prennent position.

Les premières enquêtes utilisées par Linz appelaient les personnes interrogées, en Espagne et en France, à choisir une condition nécessaire pour que quelqu'un puisse « être considéré comme basque » parmi les items suivants : « vivre et travailler au Pays Basque », « être né au Pays Basque », « descendre d'une famille basque », « parler basque ». Des questionnaires du même genre avaient également été passés dans d'autres régions espagnoles. Le premier item correspond à une définition « territoriale » de l'identité, et les trois autres peuvent être grossièrement rangés dans les conceptions primordiales de l'identité. Or, Linz met en exergue que c'est en *Euskadi*, et particulièrement parmi ceux qui s'attribuent à eux-mêmes une identité à dominante ou exclusivement basque, que la définition territoriale est la plus fréquente. Au contraire, au Pays Basque français, où l'auto-identification purement basque était comparativement très faible, les définitions primordiales prenaient le dessus [Linz, 1985, pp. 211-215]. Une fois de plus, ces observations ont été largement confirmées tout en appelant un correctif : en *Euskadi*, la territorialité l'emporte toujours sur les liens primordiaux, mais la première place revient maintenant au « volontarisme ». Dans les réponses à l'enquête *Euskobarómetro* de 1998, le critère le plus souvent choisi (par 82% des répondants) était « la volonté d'être basque », item absent des enquêtes analysées par Linz, suivi, de loin, par

« vivre et travailler au Pays Basque » (55%). Ce qui amenait Francisco Llera à conclure que l'évolution durant les années de pouvoir autonome en *Euskadi* « montre que les critères subjectifs ou volontaristes ont augmenté aux dépens des facteurs primordiaux quand il s'agit de définir l'identité basque » [Llera, 2002, p. 169].

Et la mise en perspective actuelle du Pays Basque français (ou « nord ») et de la Communauté Autonome Basque restitue la différence pointée par Linz, il y a vingt ans, et amendée par Francisco Llera : les conditions volontaristes puis territoriales dominant au sud, et les conditions primordiales au nord (tableau 13).

**Tableau 13 Conditions<sup>27</sup> pour quelqu'un se considère basque en 2004-2005 [Institut culturel basque / *Eusko Ikaskuntza*, 2005]. Fréquence d'apparition en %**

Conditions	Pays Basque Nord	CAB (Euskadi)
Etre né(e) au Pays Basque	29	22
Parler basque	22	10
Avoir des ancêtres basques	17	3
Vivre et travailler au Pays Basque	13	22
Vouloir être basque	8	28
Etre défenseur du Pays Basque	7	11
Avoir un nom basque	3	2
Pratiquer un art basque	1	1
Pratiquer ou suivre un sport basque	0	1
<i>N</i>	1610	1204

Juan Linz donnait en 1985 une double explication à ce glissement du « primordialisme » au « principe territorial », qu'il faudrait maintenant élargir au « primat de la volonté ». D'une part, chez les immigrants et les enfants d'immigrants, l'accent sur les critères non primordiaux est la seule solution pour pouvoir partager une appartenance basque et être accepté en tant que tel. D'autre part, l'inclusion des individus ne partageant pas ces traits primordiaux dans le projet nationaliste est, compte tenu de la démographie basque, absolument nécessaire pour parvenir à rallier une majorité de la population de la Communauté d'*Euskadi* à ce projet. C'est bien pourquoi, en fin de compte, « les implications politiques du nationalisme sont incompatibles avec le primordialisme » [Linz, 1985, p. 205].

Ultime paradoxe de la pensée de Linz, il n'y a cependant pas lieu d'être rassuré par ce refoulement des liens primordiaux au profit de facteurs qui semblent à première vue bien plus compatibles avec le respect des subjectivités individuelles. Bien au contraire, écrit Linz, une telle conception de l'identité basque « (1) masque la réalité d'une société dans laquelle une grande partie de la population ressent une identité duale à la fois espagnole et basque ; (2) tente d'ignorer le fait que deux communautés culturelles, sociales et linguistiques vivent ensemble en *Euskadi* avec leur propre identité respective ; (3) s'efforce de créer le sentiment d'une communauté dirigée contre l'État espagnol qui incorporerait ceux qui ne partagent pas les caractéristiques primordiales » [Linz, 1985, p.231]. Au fond, l'importance identitaire accordée au territoire serait une représentation encore plus dangereuse pour les individus qui n'adhèrent pas au projet nationaliste basque. Voilà pourquoi la « reconnaissance des identités primordiales basque et espagnole, leur combinaison dans la succession des générations, pourrait être une meilleure assise pour une *Euskadi* libre dans une Espagne libre que l'utopie d'une communauté territoriale basque. » [idem].

Ce commentaire, qui peut surprendre, est en réalité pleinement cohérent avec une interrogation centrale de la pensée de Linz : comment concilier la liberté des choix identitaires des individus et la cohésion communautaire, toutes deux nécessaires à l'existence d'un État démocratique ? La formule de l'*État Nation* est caduque dès lors que des appartenances qui se

<sup>27</sup> Les personnes interrogées pouvaient choisir deux conditions dans la liste.

définissent comme « nationales » coexistent au sein d'une même communauté politique. Mais cette caducité frappe aussi les entreprises nationalistes qui contestent l'*État Nation* en entendant le décomposer en communautés nationales distinctes. « Dans certains cas, c'est l'État qui veut détruire une identité primordiale existante (que certains prétendent nationale) par une politique de dénationalisation, de répression culturelle, et si nécessaire, avec l'usage de ses ressources coercitives. Dans d'autres, le travail méticuleux de destruction des liens complexes existant dans une société multiculturelle est fait au nom de la nation » [Linz, 1997 (a), p. 18]. Il n'est pas difficile d'entrevoir dans cette alternative le sort particulier de l'Espagne passant du franquisme nationalisateur et coercitif à une forme d'État qui « pourrait très bien signifier le sacrifice du droit des minorités à l'intérieur de la minorité » [Linz, 1989, p. 326]. Pour être encore plus clair, Linz ajoute : en « résolvant le problème (que le régime de Franco avait exacerbé) de l'oppression des minorités catalane et basque à l'intérieur de l'Espagne, nous sommes en train de créer un problème d'oppression d'autres minorités » [idem]. L'adhésion d'une grande partie des populations basque et, plus encore, catalane à une appartenance multiple, confirmée et amplifiée depuis ses premiers articles, a d'ailleurs donné à Linz un argument contre la tenue de référendums plébiscitaires pour trancher le nœud gordien des revendications nationalistes, dans la mesure où de telles consultations obligerait les individus à effectuer des choix dichotomiques caricaturant la complexité des sentiments d'identité [1997 (b); 2004]. Une telle solution ne pourrait être acceptable, et encore comme un moindre mal, que dans le cas où la « polarisation créée par un conflit violent » aurait anéanti « toute identité duale » [2004, p. 31]. On n'en est sans doute pas là en Espagne, même en dépit de la violence terroriste au Pays Basque.

Au-delà du cas espagnol et du traitement des revendications de type nationaliste, cette façon de poser le problème de la relation entre idéologies nationales, diversité identitaire et protection des droits individuels, est déstabilisante pour ceux qui adhèrent à la vision d'un « bon » nationalisme « à la française » reposant sur « le vouloir vivre ensemble » respectueux de la liberté individuelle et d'un « mauvais » nationalisme de type « ethnique » (c'est-à-dire en réalité « primordialiste ») enfermant les individus dans des identités prescrites. Car, s'il ne posent pas les mêmes problèmes politiques, en tout cas pas de manière aussi aiguë, les paradoxes du rapport entre nationalisme et primordialisme touchent aussi la France. La confrontation entre le processus de construction nationale en France et les représentations dominantes de l'identité nationale débouche vite sur une contradiction flagrante : celle d'une uniformisation et (pour les immigrants) d'une assimilation culturelles coexistant avec l'affirmation idéologique sans cesse réitérée que la culture n'a pas d'importance pour être ou devenir français.

La lecture de Linz enrichit cette « vision décentrée de la France » dont Alain Dieckhoff pouvait écrire, avant la très récente et soudaine vague de promotion de la « diversité » frappant les discours politico-administratifs, qu'elle démasquait « l'hypocrisie juridique d'un État qui reste sourd à toute reconnaissance publique de la pluralité culturelle du pays alors qu'il est lui-même activement engagé dans la défense d'une culture, comme le prouvent les dispositions protégeant la langue française et la promotion systématique de l'exception culturelle dans tous les forums internationaux » [Dieckhoff, 2000, p. 176].

## Références bibliographiques

- ÁLVAREZ JUNCO J., (2001a) *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, Madrid, Taurus.  
 ÁLVAREZ JUNCO J., (2001b) « El nacionalismo español : las insuficiencias en la acción estatal », *Historia social*, n°40, pp. 29-51.  
 ANDERSON B., (1983) *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, New York, Verso.

- BERGER P., LUCKMANN T., (1986) *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- BRAY Z., HARGUINDÉGUY J. B., (2004) « Une sociologie de la construction identitaire. Le cas de la coopération transfrontalière franco-espagnole au Pays Basque », *Pôle Sud*, n° 20, pp. 191-202.
- BROUARD S., TIBERJ V., (2005) *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de la FNSP.
- BOYD C. P., (2000) *Historia Patria. Política, historia e identidad nacional en España: 1875-1975*, Barcelona, Pomares – Corredor.
- CHANET J-F., (1996) *L'Ecole républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier.
- COLLER X., CASTELLÓ R., (1999) « Las bases sociales de la identidad dual : el caso valenciano », *REIS*, n°88, pp. 155-183.
- DARGENT C., (2001) « Identités régionales et aspirations politiques : l'exemple de la France d'aujourd'hui », *RFSP*, n°5, pp. 787-806.
- DARVICHE M-S., (2000) « L'horizon ethnique de la modernité. Anthony D. Smith face à la question nationale », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 7, n°1.
- DARVICHE M-S., (2005) « "Provincialiser" l'État-nation... Pour repenser les identités collectives contemporaines », in NADAL E., MARTY M. et THIRIOT C. (coord.), SEILER D-L. (collab.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Paris, Karthala, pp. 171-185.
- DARVICHE M-S., (2006) « Sortir de l'État-nation : Juan J. Linz avec et au-delà de Max Weber », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 13, n°1.
- DIECKHOFF A., (2000) *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion.
- DUCHESNE S., FROGNIER A-P., (2002) « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *RFSP*, n°4, pp. 355-373.
- FENTON S., (2003) *Ethnicity*, Cambridge, Polity Press.
- FOX I., (1997) *La invención de España*, Madrid, Cátedra.
- FUSI J.P., (2000) *España. La evolución de la identidad nacional*, Madrid, Temas de Hoy.
- GARCÍA FERRANDO M., LÓPEZ-ARANGUREN E., BELTRÁN M., (1994) *La conciencia nacional y regional en la España de las autonomías*, Madrid, CIS.
- GENIEYS W., (1997) *Les élites espagnoles face à l'État. Changements de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Paris, L'Harmattan.
- HABERMAS J. (1998) *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris, Fayard.
- HERMET G., (1996) *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Le Seuil.
- INSTITUT CULTUREL BASQUE / EUSKO IKASKUNTZA, (2005) *Pratiques culturelles et identités collectives en Pays Basque*, Ustaritz.
- ITCAINA X., (2000) *Catholicisme et identités basques en France et en Espagne. La construction religieuse de la référence et de la compétence identitaires*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- LINZ J.J., DE MIGUEL A., (1966) « Within-Nation Differences and Comparisons : The Eight Spains », in MERRITT R.L., ROKKAN S., (eds.), *Comparing Nations. The Use of Quantitative Data in Cross-National Research*, New Heaven, Yale university Press, pp. 267-319.
- LINZ J.J., (1973) « Early State Building and Late Peripheral Nationalisms against the State », in EISENTADT S.N., ROKKAN S., *Building States and Nations*, vol. 2, Beverly Hills, Sage, pp. 32-116.
- LINZ J.J., (1981) « La crisis de un Estado unitario, nacionalismos periféricos y regionalismo », in ACOSTA ESPAÑA R. (ed.), *La España de las autonomías: Pasado, presente y futuro*, vol. 2, Madrid, Espasa-Calpe, pp. 649-752.
- LINZ J.J., (1985) « From Primordialism to Nationalism », in TIRVAKIAN E.A., and ROGOWSKI R. (ed.), *New Nationalisms of the Developed West. Toward Explanation*, Boston, Allen & Unwin, pp. 203-253.
- LINZ J.J., (1986) *Conflicto en Euskadi*, Madrid, Espasa Calpe.
- LINZ J.J., (1989) « Spanish Democracy and the Estado de las Autonomías », in GOLDWIN R.A., KAUFMAN A., SCHAMBRA W.A., *Forging Unity out of Diversity. The Approaches of Eight Nations*, Washington D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, pp. 260-326.
- LINZ J.J., STEPAN A., (1992) « Political Identities and Electoral Sequences: Spain, the Soviet Union, and Yugoslavia », *Daedalus* 121:2 (Summer), pp. 123-139.
- LINZ J.J., (1997 (a)), « Construction étatique et construction nationale », *Pôle Sud*, n° 7, pp. 5-26. [Traduction française par DARVICHE M-S. et GENIEYS W. de « State Building and Nation Building », *European Review*, vol. 1, n° 4, 1993, pp. 355-369.]
- LINZ J.J., (1997 (b)) « Democracy, Multinationalism and Federalism », *Working Paper*, n° 103, Madrid, Instituto Juan March.

- LINZ J.J., (2002) « Réflexions sur la société espagnole », *Pôle Sud*, n°16, pp. 20-48.
- LINZ J.J., STEPAN A. and YADAV Y., (2004) *Nation State or State Nation Conceptual Reflections and Some Spanish, Belgian and Indian Data*, Human Development Report Office, United Nations Development Programme.
- LLERA F.J., (2002) « La polarización vasca : entre la autonomía y la independencia », in SAFRAN W., MAÍZ R., *Identidad y autogobierno en sociedades multiculturales*, Barcelona, Ariel, pp. 165-185.
- MARTÍ M., ARCHILÉS F., (1999) « La construcción de la Nación española durante el siglo XIX : logros y límites de la asimilación en el caso valenciano », in GARCIA ROVIRA A.M. (ed.), *España, ¿Nación de Naciones*, Ayer, n°35, pp. 171-190.
- MAYER N., (1997) « Le sentiment national en France » in BIRNBAUM P. (ed.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, Puf.
- MENDRAS H., (1977) « Y a-t-il encore un pouvoir au village? Trois réflexions à propos du rapport Guichard et des élections municipales », *Futuribles*, n°10.
- MORENO L., (1997) *La federalización de España. Poder político y territorio*, Madrid, Siglo XXI.
- MORENO L., (2006) « Scotland, Catalonia, Europeanization and The 'Moreno Question' », *Scottish Affairs*, 54, pp. 1-21.
- PERES H., (1994) « Le village dans la nation française sous la Troisième République. Une configuration cumulative de l'identité », in MARTIN D.C. (dir.), *Cartes d'identité. Comment dit-on nous en politique ?*, Paris, Presses F.N.S.P..
- PERES H., (2001) « Identité nationale et sociologie de la connaissance. Notes pour une comparaison de la construction identitaire en France et en Espagne. », *Pôle Sud*, n° 14, pp. 57-71.
- PERES H., (2005) « Un autre regard sur les dynamiques de l'identité nationale en France et en Espagne », in NADAL E., MARTY M. et THIRIOT C. (coord.), SEILER D-L. (collab.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Paris, Karthala, pp. 187-202.
- PERCHERON A., (1993) « Le local dans les têtes », in MABILEAU A. (dir.), *A la recherche du « local »*, L'Harmattan, Paris.
- RIQUER I PERMANYER (de) B., (2000) *Identitats contemporànies : Catalunya i Espanya*, Vic, Eumo Editorial.
- ROUX C., (2005) *Les « îles sœurs ». Une sociologie historique comparée de la contestation nationalitaire en Corse et en Sardaigne*, Thèse de Doctorat en Science Politique de l'Université de Lille 2 et de *Dottore di Ricerca in politica comparata ed europea dell'Università di Siena*, Lille.
- SAHLINS P., (1996) *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin.
- SMITH A.D., (1998) *Nationalism and Modernism. A critical survey of recent theories of nations and nationalism*, London and New York, Routledge.
- SMITH A.D., (2000) *The Nation in History. Historiographical Debates about Ethnicity an Nationalism*, Cambridge, Polity Press.
- SOLÉ TURA J., (1985) *Nacionalidades y nacionalismos en España. Autonomias, federalismo, autodeterminacion*, Madrid, Alianza Editorial.
- SONG M., (2003), *Choosing Ethnic Identity*, Cambridge, Polity Press.
- WALZER M., (1996) *What It Means To Be An American. Essays On The American Experience*, New York, Marsilio.
- WEBER Eugen, (1983) *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard / Editions Recherches.